

Sénat, mai 2003

LE GAP TECHNOLOGIQUE TRANSATLANTIQUE, UNE ILLUSION BIEN UTILE

Jean Marguin

Chargé de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique

Depuis des années, le gap technologique transatlantique alimente les discussions et les colloques, spécialement aux USA et en France. Il y aurait lieu de s'interroger sur les raisons de cette spécificité.

Contrairement aux bonnes règles de la rhétorique classique, je vous livrerai d'emblée les trois conclusions qui résultent de mon analyse :

- 1) le gap technologique n'a pas d'existence réelle ; c'est un **argument politique**
- 2) il existe, certes, un **gap capacitaire** dans certains domaines mais son importance réelle dépend de ce que l'on veut faire ; seul compte le **déficit capacitaire** par rapport à ses propres objectifs
- 3) de toute façon, gap ou pas gap, la notion échappe aux planifications des Etats puisqu'elle appartient désormais au **domaine globalisé des groupes internationaux d'industries de défense**.

Ces conclusions résultent d'une analyse méthodique des étapes du processus de construction des capacités ("*processus capacitaire*") qui aboutit à ce qu'un pays se dote de forces armées adaptées à ses objectifs politiques.

Détaillons les étapes de ce processus.

Une remarque préalable est que la notion de gap est par définition une notion relative qui n'a de sens que si les entités concernées sont en relation. En dehors de relations de *collaboration* ou *d'affrontement*, le gap n'a pas de sens pratique. Dans le cas de l'Europe et des Etats-Unis, la notion prend un relief particulier car les deux acteurs seront inévitablement appelés à *collaborer* au

règlement des crises internationales futures, en dépit des divergences apparues lors de la récente crise irakienne, et à *s'affronter* sur le marché mondial des armements.

Le *processus de construction des capacités* comporte selon moi cinq étapes :

- La première étape est le constat qu'il existe des risques et des menaces objectifs qui justifient une force armée. Sur ce point, je pense qu'il faut reconnaître que **l'Europe et les Etats-Unis sont exposés à des risques et des menaces de même nature**. Ils défendent les mêmes intérêts et les mêmes valeurs, même si, nous autres Européens, du fait-même de nos divisions, apparaissions au monde comme moins agressifs et moins dangereux. Il ne faut pas nous bercer d'illusions, pour nos adversaires communs, nous représentons les mêmes dangers et les mêmes menaces,
- C'est au niveau de la deuxième étape qu'apparaît un gap significatif : c'est la **perception que nous avons les uns et les autres de risques et de menaces similaires**. Pour les Américains, toute capacité militaire ou terroriste développée par une entité étrangère, étatique ou privée, fût-elle amie, représente une menace potentielle. De notre côté, nous ne parlons de menace que si la capacité adverse est associée à une *intention* de nuire. De toute évidence c'est une position plus risquée car une intention n'est jamais sure.
- La troisième étape du processus permet de passer de la perception de la menace à la **volonté politique** d'agir. Sur ce point, les Etats-Unis ont l'énorme avantage d'être une seule et même nation. Malgré les grands progrès réalisés par l'Europe depuis Saint Malo (1998), la PESC est encore loin d'être une réalité et la PESD n'a pu trouver un consensus que sur les missions dites de Petersberg qui sont très loin du concept de défense collective que l'Union européenne s'était donné pour objectif à Maastricht (article V). Qui plus est, chaque pays membre défend jalousement son concept de défense et accepte difficilement une harmonisation pourtant nécessaire,
- L'absence de *volonté politique* commune et l'absence de *concept de défense* commun expliquent en grande partie le **gap budgétaire**

considérable que l'on observe entre les Etats-Unis et l'Europe. C'est la **quatrième étape du processus**. Pour qualifier un effort de défense, on peut dégager deux critères budgétaires particulièrement significatifs : la part de PIB consacrée à la défense et la part de crédits de défense consacrée aux équipements des combattants. L'application de ces critères fait apparaître trois groupes de pays : les petits pays et les puissances moyennes comme l'Italie et l'Espagne que l'on peut regrouper avec l'Allemagne, qui consacrent à la défense une part de PIB comprise entre 1 et 1,5 %, le Royaume-Uni, avec une part voisine de 2,5 % et les Etats-Unis proches de 3 %. La France, proche du premier groupe en 2001 (avec 1,7 %), devrait, si tout se passe bien, rejoindre le Royaume-Uni en 2004. Mais entre temps, les Etats-Unis seront montés à 3,5 %... Le gap budgétaire sera donc de plus de 1 à 3 entre l'Europe des 5 et les Etats-Unis.

- Les **budgets**, enfin, conditionnent directement la dotation des forces et leur niveau de préparation et donc leurs capacités opérationnelles. C'est la **cinquième étape** du processus au terme duquel les forces sont dotées des capacités qui leur permettent de remplir leurs missions.

Revenons maintenant à la notion de gap.

Le gap budgétaire conduit inévitablement à un gap capacitaire par l'intermédiaire des crédits d'équipement et des crédits de R&D. Ce gap capacitaire existe déjà au sein-même de l'Europe de la LOI (France, Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni et Suède), entre le groupe des pays de tailles moyennes auxquels on peut joindre l'Allemagne, d'une part et la France et le Royaume-Uni d'autre part. On constate également un gap capacitaire entre ces deux derniers pays. Mais le gap capacitaire est surtout important vis à vis des Etats-Unis. Il porte principalement sur les domaines suivants : les munitions à guidage de précision, les transports aérien et maritime, le commandement et la conduite intégrée des opérations, les systèmes et procédures logistiques, la suppression des défenses aériennes, la protection des télécommunications, les systèmes avancés de reconnaissance. Ces domaines ont été recensés par l'Union européenne et font l'objet d'une analyse détaillée et de mesures de rattrapage dans le cadre du programme communautaire ECAP (*European Capabilities Action Plan*).

Un **premier constat** important est que le gap capacitaire ne provient pas d'un gap technologique. Les technologies en question sont, dans leur immense majorité, maîtrisées par les pays de la LOI. Les experts s'accordent pour dire que le retard de l'Europe sur les technologies militaires de base est peu significatif et que la créativité des équipes européennes est souvent plus élevée.

Un haut responsable de R&D au DoD a confié récemment à un consultant : *"Je ne suis pas d'accord pour dire que nous serions meilleurs que les Européens pour développer des percées technologiques. Non sommes seulement meilleurs pour les exploiter"*.

L'écart capacitaire provient de l'absence de concept de défense commun mais surtout du retard à développer les applications opérationnelles, ce qui est un problème budgétaire. La domination des Etats-Unis dans ce domaine est écrasante avec un écart de plus de 4 à 1 sur les budgets de R&D. Malgré cela, les armements employés lors de la récente guerre d'Irak n'ont rien de révolutionnaire. J'ai vainement cherché dans les rues et dans le ciel de Bagdad les robots urbains et les combattants bardés d'électronique que nous montrent les magazines spécialisés... Qui plus est, les crédits militaires en recherche de base des Etats-Unis marquent le pas au profit des crédits de développement et de démonstration opérationnelle.

Bref, j'en conclus que le gap technologique est avant tout un argument politique qui permet aux Américains de disqualifier leurs alliés pour agir seuls et à leur guise et aux Européens de réclamer de leurs gouvernements des augmentations budgétaires.

Le **deuxième constat** est que l'existence d'un gap capacitaire transatlantique n'est pas vital pour une défense européenne car nous n'avons pas l'ambition de devenir les gendarmes du monde et que, faute d'avions sans pilotes, nous pourrions toujours utiliser nos avions de combat en acceptant de risquer la vie de nos pilotes. En revanche, on devra veiller à ce que le gap constaté ne se traduise pas par un **déficit capacitaire** qui nous empêcherait de remplir nos missions.

Le **troisième constat**, enfin, résulte de la position des **industries de défense européennes**. Depuis les restructurations des industries électroniques et

aérospatiales, les groupes européens se situent dans les tout premiers rangs mondiaux, avec des parts de marché voisines de 40 %. L'industrie américaine doit désormais compter avec eux pour continuer son développement et rester présente dans tous les secteurs. Certes les firmes européennes souffrent du handicap de l'étroitesse du "marché intérieur" européen et surtout de la réduction des crédits étatiques de R&D (la R&D des firmes américaines est largement financée par le DoD dans le cadre de la défense antimissile ou de la *homeland security*). En revanche, du fait d'un meilleur équilibre entre activités civiles et activités militaires, elle sont peut-être plus aptes à exploiter la *dualité* civil/militaire.

En dehors de certains secteurs qui restent à réformer (armements terrestres et armements navals), il existe en Europe et aux Etats-Unis une **dynamique industrielle** qui se traduit par des coopérations, des implantations croisées et des échanges technologiques de plus en plus nombreux (l'Italie est un cas exemplaire en la matière). Cette dynamique, basée sur des intérêts industriels et sur l'existence d'un marché mondial, transcende largement les politiques des Etats. Dans ces conditions, la notion de gap technologique perd de sa pertinence.

En résumé :

La notion de gap technologique n'a pas d'existence réelle ; c'est un argument politique. En revanche il existe un gap capacitaire euro-atlantique important en voie d'accroissement mais, plutôt que d'un gap transatlantique, les Européens devraient se préoccuper de l'apparition d'un **déficit capacitaire** par rapport à leurs propres missions qu'il conviendrait de préciser. De toute façon, l'essentiel des développements technologiques militaires relèvent maintenant du secteur industriel. L'internationalisation des firmes de défense et la mondialisation des marchés vident encore davantage de son sens la notion de gap technologique.

Je n'ai pas parlé des mesures urgentes qu'il me semble indispensable de prendre pour éviter le déficit capacitaire. Je réserve ce point pour la discussion et vous remercie de votre attention.